

Depuis le 2 juillet 2011, plusieurs citoyens envisagent de créer un mouvement politique voué à la réalisation de l'indépendance nationale. Ils veulent aussi rompre avec la dépendance énergétique, lutter contre la corruption et battre en brèche la ligne de parti. Ils se rencontreront le 21 août prochain à Montréal. Voici un premier texte qui vise à offrir un cadre de réflexion à la discussion.

BRISONS L'IMPASSE

« *Ça ne pourra pas toujours ne pas arriver* ».
— Gaston Miron



(© 2008, Simon Beaudry / Collectif Identité québécoise. *Drapeau Monolys*, 72 po. X 48 po)

La crise que traverse le mouvement souverainiste n'est pas banale. Elle cristallise la fin d'une époque et le début d'une nouvelle.

Depuis 1995, il y a en effet beaucoup d'agitation dans notre vie politique, mais peu de mouvement réel. La joute politique partisane prend toute la place et, avec elle, le cynisme. Le Québec s'enfonce dans les scandales et la perte de ses repères. Le Canada ne semble plus se dire «What does Quebec want» mais «Who cares...» Il manque un objectif, un sens commun. L'État québécois se déconstruit.

Et voilà que, tout à coup, tout s'ouvre. Les Québécois se remettent au travail. Ici, ils veulent créer un groupe de réflexion, là un mouvement, ailleurs un parti. Dispersés, mais actifs, ils partagent un même souci : redonner une voix forte aux indépendantistes et les regrouper.

Devant ceux qui nous proposent le statu quo sous couvert de changement, l'autonomisme sous couvert de gouvernance souverainiste, le canadianisme sous couvert de fédéralisme; nous proposons aux Québécois de se donner un avenir autre que celui qu'une poignée d'intérêts cherchent à leur préfabriquer. Devant ce Québec au

bout de toutes les impasses, nous offrons la chance de s'offrir un tremplin dans le XXI^e siècle. À la peur de disparaître, nous opposons le désir de naître et de construire.

Proposer des solutions au Québec moderne est un défi emballant. Cependant, ça ne peut se faire sans poser tout d'abord les constats qui s'imposent.

À propos de l'appât

Un mot sur le mouvement au moyen duquel François Legault tente d'appâter les Québécois. Selon lui, il nous faut « sortir du déni » et admettre que « ni un renouvellement constitutionnel qui satisferait une majorité de Québécois, ni la souveraineté n'advieront dans un avenir prévisible ». Sa solution? Ne rien proposer. Aucune offre nationale.

Il leur parle de la nécessité de se doter d'une « économie de propriétaires » alors même qu'il est urgent de devenir pleinement « propriétaires de notre économie ». Or, seule l'indépendance nous rend propriétaires. Elle seule nous offre une prise de pouvoir de tous les centres décisionnels qui sont à Ottawa. Des entreprises qui s'installent au Québec et qui ne quittent plus pour Toronto. Des prises de position à l'OMC, sur la question des places boursières, des banques, de la crise financière, de l'environnement, de la mondialisation.

Le *statu quo* que suppose « *la position Legault* » offre à tous un fédéralisme rejeté par les fédéralistes québécois eux-mêmes. Une « sortie du déni » à l'intérieur du Canada, où les Québécois ne maîtriseront jamais eux-mêmes leur développement et leur économie et où la Constitution, un document que nous avons refusé de signer et qui influence pourtant tous les aspects de notre vie, est devenue impossible à réformer.

À propos du Canada

Il faut que ce soit entendu : malgré deux référendums, les fédéralistes québécois ont perdu leur bataille. Ils n'ont jamais obtenu l'accroissement de l'autonomie du Québec à l'intérieur du Canada, objectif avoué de tous les fédéralistes québécois depuis la Confédération. C'est moyennant une promesse d'autonomie que le Québec a adhéré à la Constitution de 1867. Devant l'impossibilité de réformer la Constitution, les fédéralistes québécois ne mettent plus de l'avant aucune proposition de renouvellement. S'ils le font, ils perdent. S'ils ne proposent rien, ils perdent aussi parce que l'évolution du Canada s'éloigne du fédéralisme véritable. Ils sont dans un cul-de-sac. Et nous aussi avec eux.

Les vrais gagnants des deux référendums, ce sont les Canadiens hors Québec. Via un gouvernement fédéral profitant des moments de faiblesse du Québec, ils ont développé le Canada à leur manière. Après 1980, ils ont nié le pluralisme national¹ et constitutionnalisé une diminution des pouvoirs du Québec, tout en limitant soigneusement la marge de manœuvre québécoise, en particulier dans le dossier

¹ On parle ici du caractère biculturel et binational de la fédération canadienne, tel que pensée en 1867.

linguistique. Ils l'ont fait en modifiant l'esprit de 1867, notamment avec l'insertion de la Charte des droits qui oppose à la notion de statut particulier la Cour Suprême, désormais seule juge des choix de société². Après 1995, ils ont transféré à Ottawa les ressources et le pouvoir d'initiative, par une utilisation plus abusive du pouvoir de dépenser. Alors que les revenus autonomes du gouvernement du Québec ne lui accordent aucune marge de manœuvre fiscale, les Canadiens ont toute la liberté aujourd'hui pour intervenir quotidiennement dans notre développement et nos affaires.

Dans ce contexte, nos politiciens n'ont plus le choix. Ils se résignent à cesser de gouverner et se contentent d'administrer. Ils nous proposent des réformettes : dégager quelques millions par ci pour les réaffecter par là. L'inflation politique et médiatique nous présente ceci comme des révolutions. Personne n'est dupe : il s'agit d'une réforme administrative ou fiscale totalement amputée de sa dimension politique, qui ne changera rien au « cadre », ni à notre rapport avec le fédéral et le reste du Canada. Indépendance et gouvernance ne sont pas incompatibles.

La réflexion nationale n'est pas, comme l'affirment certains ténors fédéralistes, une invention moderne et portée par une seule génération. Déjà en 1893, Honoré Mercier affirmait dans son célèbre discours du parc Sohmer « que le statu quo est devenu impossible et que le moment de la séparation est arrivé. »

Plus d'un siècle plus tard, où en sommes-nous? Les arguments du « livre beige » de Claude Ryan sur un fédéralisme d'ouverture ont été superbement ignorés après la campagne référendaire de 1980. Le mémoire de la commission Bélanger-Campeau a fini dans les limbes. Le rapport Allaire a été dilué et abandonné par les fédéralistes québécois, puis récupéré et abandonné par les autonomistes de l'ADQ.

En somme, qu'il soit proposé de façon claire par François Legault ou en sourdine par le Parti Libéral du Québec (PLQ)³, le *statu quo* est synonyme de recul perpétuel pour l'autonomie du Québec.

Où est le Parti Québécois?

Quant au Parti Québécois (PQ), il apparaît aujourd'hui usé, confus dans ses interventions et banalisé par le public et les médias à la moindre action qu'il pose.

Le monde a profondément changé depuis 1970, mais le projet souverainiste est resté sensiblement le même. Nous croyons que les ennuis qu'il connaît aujourd'hui ne tiennent pas seulement à sa (ses) direction et à sa militance, ni au véhicule ou à ses stratégies de communication. Le problème est plus profond et structurel : cette incarnation du projet souverainiste appartient à une autre époque.

² Eugénie Brouillet, "La négation de la nation – L'identité culturelle québécoise et le fédéralisme canadien", Éd. Du Septentrion, Québec, 2005, 478 p.

³ « Le fruit n'est pas mûr », selon Jean Charest.

Le concept de souveraineté, tel qu'il s'est rendu jusqu'à nous, a été développé à la fin des années 1960 après la nationalisation de l'électricité, la création de nos leviers économiques nationaux et du Ministère de l'Éducation. La République en était la suite logique. Mais avec une option qui démarrait à peine, la souveraineté fut mise de l'avant. Malgré des tentatives de définitions du régime et de ses valeurs, la priorité était de mobiliser, de vulgariser le pays et de faire grimper la popularité de l'option pour mieux mener ses tenants aux portes du pouvoir. Et tant pis si, au final, le concept de souveraineté s'arrête aux portes du régime. On le dessinerait rendu là.

Où en sommes-nous rendus aujourd'hui? Si l'option souverainiste a déjà grimpé jusqu'à 60 % en 1990, tout au long de la dernière décennie elle s'est maintenue autour de 40 %, malgré une chute lente et progressive de ses appuis.

D'élection en élection, d'année en année et de chefs en chef, les écarts entre les options souverainistes et fédéralistes se sont accrus, la fréquence des appuis à la souveraineté s'est étirée dans le temps et la possibilité de présenter à nouveau une offre nationale structurante aux Québécois s'est éloignée. Si bien que les souverainistes ne semblent plus chercher qu'à ménager des reculs, à en réduire la portée et l'espacement dans le temps.

Ce qu'il faut faire réapparaître, c'est un mouvement indépendantiste en tant que mouvement social. Aujourd'hui, le mouvement souverainiste n'en est plus un : il est un parti institutionnalisé. Si bien que le PQ se revendique désormais comme le seul porteur légitime de la « volonté d'un peuple ». Or, en démocratie, un parti n'est ni un peuple ni un État. À force d'étouffer tout ce qui n'entre pas dans ses structures, à force de mener une politique de traque à la dissidence, ce parti « s'autopeluredebananise » lentement. Il fait le vide autour de lui. Et perd des acteurs. Inutile ensuite d'essayer de les ramener en prétendant incarner le changement.

À propos de la gouvernance souverainiste

Manifestement, cette incarnation du concept de souveraineté semble mal vieillir. La meilleure preuve est la banalisation que les souverainistes font de leur propre offre, notamment avec le concept de gouvernance souverainiste de Pauline Marois.

En proposant de rapatrier des pouvoirs fédéraux, Pauline Marois veut remettre le Québec dans une logique d'accroissement de ses pouvoirs, histoire de nous faire faire plus facilement le chemin vers l'indépendance. Ce faisant, elle espère desserrer la camisole de force souverainiste et « réveiller » le sentiment identitaire.

Le problème est que personne n'est dupe. Le postulat est que seule une crise avec le Canada ferait gonfler l'appui populaire à la souveraineté à des niveaux comparables à 1990, après la mort de l'Accord du lac Meech. Ce qui est visé est un rejet canadien. On espère un ressentiment, une réaction contre le Canada plutôt que l'affirmation de notre existence. C'est un pays qui se ferait contre un autre plutôt qu'un pays qui se ferait par lui-même, pour lui-même et de lui-même. Voilà un autre excellent moyen de détourner la

population du projet souverainiste. Dans ce Québec qui carbure à l'émotion, c'est tout un exploit d'avoir rendu la révolution inintéressante.

Mais ça ne suffira pas. Non seulement cette stratégie représente moins que 1995 et moins que Meech, c'est encore le partage des pouvoirs de 1867 qui en délimite les contours. Or, ce partage n'est plus fonctionnel. Il est si dépassé que son strict respect paralyserait à la fois le Québec et le Canada. De plus, dans un contexte où le gouvernement du Québec est pris à la gorge, un nouveau partage des pouvoirs ne nous permettrait pas plus de contrôler notre développement et nous donner un nouvel élan s'il ne s'accompagne pas d'un nouveau partage des revenus.

Pour résumer, en misant sur le rapatriement des pouvoirs et non sur la main-mise de l'ensemble des pouvoirs, le PQ banalise en quelque sorte l'idée d'indépendance et d'émancipation collective. Il la réduit à une formalisation de questions administratives.

Remplacer la peur par le désir de construire

Dans ce contexte, pourquoi chercher à construire sur le mauvais partage actuel des pouvoirs fédéraux? Pourquoi ne pas partir du Québec, de nous-mêmes, de nos forces, nos atouts, nos besoins, nos aspirations, faiblesses, intérêts stratégiques et défis?

Les Québécois doivent se révéler à eux-mêmes le mouvement qui les portera demain. « La souveraineté passe par tous les souverainistes », répétait Louise Beaudoin au moment de sa démission. « L'enjeu est qu'ils s'expriment collectivement ».

Et si notre devoir était de continuer la lutte, tout simplement. De s'affranchir un peu de cette « *peur de disparaître* » qui se cache derrière le « réveil identitaire », pour offrir véritablement au « *désir de construire* » le Québec l'occasion de s'exprimer pleinement pour une fois. Remplacer la peur par la confiance, tel est notre dessein.

Si, par exemple, nous décidions de relancer en 2011 notre lutte sur des termes nouveaux, on constaterait alors que notre base est plus forte qu'en 1967. Que jamais dans notre histoire nous n'avons été aussi tenaces dans l'opinion favorable que nous accordons à l'indépendance! Pourtant, contrairement à cette époque fondatrice des années 1960, tous réclament aujourd'hui du changement, mais plus personne n'offre de véritablement progresser, soit en bonifiant l'offre nationale, soit en refondant notre lutte et notre action commune.

Le changement qui nous rapporterait le plus n'est pas un ensemble d'actions sectorielles et fiscales, mais bien un changement au niveau de la structure de nos institutions les plus fondamentales. Ce changement demande une marge de manoeuvre politique. Or, la Constitution canadienne de 1982 est remarquablement rigide. Elle protège le Canada contre les « séparatismes », mais le rend vulnérable à tous les bouleversements sociaux, économiques, structurels et technologiques du 21^e siècle. Nous en sommes là et, déjà, nous en vivons les conséquences.

Plus que jamais, c'est à nous d'être nous-mêmes face au reste du monde. De participer nous aussi à la conduite des affaires mondiales et d'être responsables devant l'ONU, l'OCDE, l'OTAN, l'OMC, le FMI, la Banque mondiale ou l'ALÉNA.

En effet, le Québec n'est pas une bulle isolée sur une planète qui a de grands défis à relever. Notre peuple est dynamique. Et nous disposons ici d'énormes atouts qui nous permettent d'être du côté des solutions et des gagnants. Or, quant aux défis de notre temps et du monde, le Canada et le Québec ont des intérêts opposés. Qu'il s'agisse par exemple des rondes de Copenhague ou de Doha, des politiques énergétiques ou de la participation à des opérations militaires internationales, de la culture ou de la sélection et l'intégration des immigrants, de la protection de nos industries et de notre peuple lors de crises économiques comme en 2008 ou de chocs pétroliers comme en 1973, nos chemins divergent. Ils ont toujours divergé.

Nous ne serons jamais maîtres chez nous tant que nous ne pourrons pas agir comme acteurs à part entière là où les décisions internationales qui nous concernent se prennent.

Comme l'écrit si bien Jacques Parizeau, « être responsable de soi-même, c'est dans le reste du monde qu'on le devient. Rester dans le Canada, c'est cela qui est un repli sur soi ». C'est renoncer à participer pleinement aux affaires du monde. À nous donc de contrôler toutes nos lois, tous nos impôts et nos traités internationaux et de cesser de nous prêter aux coutumes et à l'arbitraire des autres.

Ce que nous proposons

Devant la situation, notre groupe pose quatre hypothèses. Primo, se pourrait-il que l'idée même de la souveraineté, aujourd'hui banalisée et vieillissante, soit la source des nombreuses dissensions au Parti québécois? Deuzio, se pourrait-il qu'au moment de la définition du concept de la souveraineté, dans le dessein de ne pas trop faire peur aux Québécois, on ait dessiné une offre nationale qui ne va pas jusqu'au bout de son idée et dont l'une des stratégies était d'expliquer les mauvais plis du Canada? Tertio, se pourrait-il que les Québécois exercent une forme de liberté privée depuis 1995 par faute de liberté collective? Se pourrait-il qu'ils soient déjà dans une forme d'« après » et que notre seul devoir ne soit plus que de le codifier? Enfin, se pourrait-il qu'en concevant une offre nationale pleine et entière, construite pour nous et non contre le Canada, qu'une telle offre puisse rallier plus pleinement et entièrement les Québécois?

Ce que nous espérons soumettre à la discussion, c'est l'idée de donner la chance aux Québécois et à eux seuls de dessiner eux-mêmes leur avenir. C'est l'idée d'organiser partout à travers ce beau territoire qui est le nôtre des assemblées constituantes ayant un caractère officiel et de remettre à tous les citoyens le véritable crayon du pays. De leur demander de dessiner les contours d'un nouveau régime politique, de notre citoyenneté, de nos valeurs, nos droits et obligations, de nos rapports entre nous et les institutions du Québec (les rapports entre les institutions aussi) aussi bien que de notre rapport comme citoyen avec l'État nouveau, avec le Canada, avec le monde. C'est l'idée

de faire adopter ensuite un tel projet par l'Assemblée nationale et démocratiquement par un peuple québécois adulte et confiant en lui-même. De faire adopter ensuite par le gouvernement du Québec une loi constitutionnelle établissant la primauté de la Constitution du Québec librement décidée sur celle du Canada, arbitrairement imposée. C'est l'idée de faire prêter ensuite serment d'allégeance à la Constitution du Québec aux juges et à tous les serviteurs de l'État.

Ce que nous espérons aussi soumettre à la discussion, c'est l'idée de se redonner des institutions dans lesquelles nous pouvons avoir confiance. Déjà parmi les plus taxés en Amérique du Nord, les Québécois en ont soupé de la corruption dans l'industrie de la construction, dans le monde municipal et dans le financement des partis politiques. Pourquoi, comme citoyens, ne pas faire le ménage nous-mêmes puisque les partis politiques qui nous représentent sont incapables d'y arriver?

Pourquoi ne pas chercher à introduire un mode de scrutin proportionnel qui n'enlèverait pas totalement la capacité à l'électeur de voter pour « son » député? Ou encore, pour mieux valoriser le rôle de ce député, pourquoi ne pas baliser la ligne de parti pour qu'elle ne puisse être invoquée par exemple que pour des questions liées à des engagements électoraux? Trop souvent le député doit faire le choix entre l'opinion majoritaire de ses électeurs et la ligne de son parti. Pourquoi aussi ne pas embrasser un système d'élections à date fixe, comme en Ontario et aux États-Unis? Ces débats doivent absolument être faits.

En somme, l'indépendance est notre porte pour véritablement entrer dans ce siècle. Elle nous donne l'occasion de nous présenter au monde pour ce que nous sommes et ce que nous pouvons lui apporter. De nous donner un gouvernement sur lequel on peut compter.

L'écrivain Pierre Vadeboncoeur craignait que le Québec soit en train de mourir. Certes, la vieille culture canadienne-française catholique a été brisée par la modernité et les Québécois ont voté deux fois contre leur indépendance nationale. Bien sûr, nous vivons depuis 1995 beaucoup de désorientation politique, une perte de contrôle de nos institutions et de nos ressources, une influence accrue de la société de surconsommation à l'américaine, un déclin de l'usage de la langue française; nous baignons trop souvent dans une mentalité de vaincus, dans l'isolement des individus, le relativisme intégral (tout se vaut et ne vaut rien) et la rupture avec notre passé. À nous de faire mentir Vadeboncoeur et prouver que le Québec est capable de se mobiliser pour un avenir commun, que sur le plan collectif nous ne sommes pas avachis. Que, conscients de ce qui nous est réservé si on poursuit notre route actuelle, la nation québécoise ne se laissera jamais dériver.

Nous, citoyens du Québec, nous proposerons une vision d'avenir pour nous-mêmes. Une vision de notre développement, du rôle que nous pouvons jouer dans le monde, des atouts que nous devons développer pour asseoir notre cohésion, notre progrès et notre développement. Au fond, la seule chose qu'on puisse faire de nous-mêmes, c'est

l'indépendance. C'est à nous de rendre ce projet plus audacieux que maintenant. À nous de l'adapter au Québec d'aujourd'hui.

Le 21 août prochain, à 10 h, à l'auditorium du Cégep Saint-Laurent de Montréal venez discuter et débattre de vos idées. Elles sont nécessaires pour avancer. Il est grand temps de mettre nos efforts en commun.

[Liste des signataires]

Benoit Hamilton	Stéphane Sauvé-Boulet	Jean-Philippe Payette
Jean Grégoire	Jean-François Joubert	Jerry Beaudoin
Mathieu Oligny	Hugo Dufort	Ariane Gagné
Mathieu Henri	Alexis Charbonneau	Andreeanne Michon
Philippe Lafrance	Julien Gélinau Poirier	Marie-Charlotte Aubin
Daniella Johnson-Meneghini	Gabriel Coté	Guillaume Labelle
Marc-André Hade	Jossy Roy	François Paquin
Marc-André Roche	Félix-Antoine Michaud	Antoine Dubé
Catherine Dorion	Marie-Andrée-Plante	Simon Lachapelle
Jocelyn Desjardins	Patrick Salomon	Patrick Charpentier
Luc Lefebvre	Philippe Maltais-Guilbault	Sébastien Paquin-Charbonneau
Vladimir De Thezier	Nicola Navratil	Dr Jean-Francois Viger
Gino Aspirot	Richard Roch	Ph.D.
Samuel Daigle	Martine Gagnon	Linda Smith
Yohan Beaulieu	Gaston Gagnon	Annie Richer
Jean-Philippe Martin	Maurice Savage	Anne-Catherine Morel
Alain M. Bergeron	Guy Racicot	Nicolas Asselin
Marie Depelteau-Paquette	Sarah Désilets-Rousseau	Catherine Léveillé
Jean Lavoie	Gabriel Laurin	Patrick Préville,
Simon Beaudry	Maxime Gagnon	Jacques Lalonde
Mathieu Lavallée	Alain Thibault	André Berthiaume
Audrey R. Campeau	Serge Savoie	Maxime Blaquièrre
Normand Perry	Félix-Antoine Désilets-Rousseau	Julie Fay
Aude Leroux Chartré	Rousseau	Marie-Ève Houle
Felix Deslauriers	Michel Aubin	Denis Monière
Alexandre Alaoui	Hélène Desputeaux	Jean Lavoie
Danic Parenteau	Vincent Croteau	

Pour signer ce document à votre tour, visitez la page www.unnouveau mouvement.org